

FRANCE ENTRETIEN AVEC MARC DUFUMIER

A la suite de la projection-débat sur le brevetage de la biodiversité, nous avons pu interviewer Marc Dufumier et lui poser quelques questions (sur la PAC, l'après développement,...) qui nous brûlaient les lèvres.

SOLIDARITÉ : Vous avez écrit « Famine au Sud, malbouffe au Nord », auriez-vous un exemple concret de ce problème ?



Marc Dufumier : "Le problème est universel, à savoir que dans les pays du Nord, la modernisation de l'agriculture a été un processus de motorisation et « chimisation » de l'agriculture, avec l'évincement des agriculteurs en surnombre qui trouvaient des emplois en villes, avec une agriculture trop spécialisée et malgré cela une haute productivité de travail. Quand les puissances exportent leurs excédentaires bas de gammes vers les pays du Sud, ces derniers, avec leurs produits issus du travail à la main, ne peuvent pas être compétitifs. C'est ici où logent les principaux problèmes de la famine et de la pauvreté."

SOLIDARITÉ : (Réforme de la PAC) Voyez-vous ça comme une opportunité pour réduire les écarts Nord-Sud et la notion de dépendance ? Si non, quelles solutions vous verriez intégrer dans la PAC pour réduire cette différence et dépendance mercantile ?

M.D. : Avant la réforme de la PAC, les prix étaient stables, rémunérateurs et incitatifs à tel point que la France possédait des excédents et était autosuffisante et l'Europe également. Puis les prix ont été alignés au niveau international et les agriculteurs ont subi une baisse de leurs revenus. Aujourd'hui, les aides et les subventions accordées aux agriculteurs devraient porter un caractère incitatif pour maintenir une production de produits bio, du terroir et de qualité. Le défi de cette réforme est de faire en sorte que ces aides soient créatrices d'emplois favorables à l'agriculteur artisanal, à l'installation de jeunes agriculteurs et éviter l'exode rural.

SOLIDARITÉ : Pourriez-vous donner votre définition de l'après-développement ?

M.D. : Après le constat du développement et de la croissance économique durant ces dernières années, la problématique actuelle de ces deux notions repose sur une gérance de l'économie mondiale collective. Développer les biens êtres de chaque continent serait un levier pour faire développer librement leurs conditions de vie et leur créativité car elles sont variables selon les sociétés et les cultures des différents pays.

SOLIDARITÉ : Quel(s) conseil(s) donneriez-vous aux jeunes générations pour changer ce déséquilibre Nord-Sud pour répondre à un monde meilleur ?

M.D. : Il n'est pas nécessaire d'aller travailler dans un pays du Sud. Sur place, nous pouvons déjà faire en sorte que les conditions économiques changent, en commençant par des changements de comportements individuels, au niveau par exemple de la consommation. On remarque une augmentation de la consommation des français du bio, malgré une stagnation du pouvoir d'achat, et aussi une importation accrue du bio. Ces phénomènes de comportements se traduisent par des faits macroéconomiques visibles et assez rapides pourtant non concertés.

De par la demande accrue de produits bio en France, les agriculteurs devraient être incités à produire davantage pour ce marché qui émerge, et produire moins de produits bas de gamme, vers les pays du Sud : moins de poudre de lait, moins de poulet doux, moins de sucre tout venant, moins de céréales

tout venantes. Les pays du sud seraient moins concurrencés par nos excédents, auraient des revenus supérieurs et pourraient épargner et investir.

Puis, nous pouvons agir au sein des associations qui peuvent être en faveur de l'environnement, en faveur d'une alimentation saine, qui peuvent être coordonnées avec la confédération paysanne et les syndicats paysans porteurs de ces valeurs. De même nous pouvons commencer à faire pression dans les mairies, les écoles primaires, les conseils généraux, les collèges les lycées, les EPAD, les comités d'entreprise, pour acheter bio et avoir une alimentation saine, et y compris pour que les subventions de la PAC servent. La restauration hors domicile devrait pouvoir acheter à un prix rémunérateur des produits du terroir, de qualité, bio à des paysans, sans qu'il y ait un déboursement des usagers de la cantine et des contribuables. Mais cela est un problème d'organisation.

Enfin, nous pouvons interroger les élus locaux et autres afin lorsque des terres se libèrent, les jeunes agriculteurs puissent s'y installer. Tous les mouvements associatifs autour du commerce équitable, de l'accès égalitaire à l'accès à la terre, de la microfinance, même s'ils ne se coordonnent pas toujours, vont dans le même sens et en définitif à l'encontre des puissances financières, des puissances agro industrielles, des puissances semencières, de l'agriculture à grande échelle prônant la mécanisation, qui mettent au chômage des agriculteurs et fragilisent les écosystèmes

SOLIDARITÉ au festival Alimenterre